

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES PROPRE AU LOT N° 1











ACCORD-CADRE N° 2511I005A

**Fourniture, livraison et contrôle d'armoires de commandes,
ainsi que de matériels associés pour les écluses du petit gabarit**

**Lot n° 1 :
Fourniture et livraison d'armoires de
commandes, ainsi que de matériels
associés pour les écluses du petit
gabarit**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
175 rue Ludovic Boutleux CS 30820
62408 BETHUNE

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Lot 1 - Fourniture et livraison d'armoires de commandes, ainsi que de matériels associés pour les écluses du petit gabarit
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	2 ans reconductible tacitement 2 fois (2+2+2)
	Reconduction	Avec
	Prix	Prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec (si le titulaire l'accepte dans l'acte d'engagement du lot n°1)

SOMMAIRE

Article 1 - Objet et étendue de la consultation	5
1.1- Objet.....	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
1.3- Mode de passation.....	5
1.4- Attributaire.....	5
1.5 – Lieux d’exécution.....	5
1.6- Type d'accord-cadre.....	6
1.7- Prestations complémentaires	6
1.8 – Clause de réexamen	6
Article 2- Pièces contractuelles	6
Article 3- Intervenants.....	7
3.1– Pouvoir adjudicateur	7
3.2– Titulaire.....	7
3.3- Cotraitance.....	8
3.4 – Sous-traitance.....	8
Article 4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	8
Article 5 - Protection des données à caractère personnel	9
Article 6 - Insertion par l’activité économique.....	9
6.1 Le principe	9
6.2 L’accompagnement de l’insertion	12
6.3 Modalités d’exécution et de contrôle	12
6.4 – L’insertion à l’issue du marché	13
Article 7 - Durée et délais d'exécution	14
7.1- Durée du contrat	14
7.2- Délais d’exécution	14
Article 8 – Conditions et modalités d’exécution de l’accord-cadre	14
8.1– Réunion de lancement de l’accord-cadre	14
8.2– Réunion de suivi d’exécution des prestations.....	14
8.3- Emission des bons de commande et contenu des bons de commande	14
8.4- Exécution opérationnelle	15
8.5– Constatation de l’exécution des prestations.....	15
Article 9 - Prix	16
9.1– Caractéristiques des prix pratiqués.....	16
9.2- Modalités de variation des prix.....	16
Article 10 - Modalités de règlement des comptes	17
10.1- Règlement des comptes des cotraitants.....	17

10.2- Règlement des comptes au titulaire	17
Article 11 – Pénalités	20
Article 12 – Avance et clauses de financement et de sûreté	21
12.1- Conditions de versement et de remboursement de l’avance.....	21
12.2- Cautionnement	22
12.3- Nantissement de l’accord-cadre	22
12.4- Retenue de garantie.....	22
Article 13 – Changements affectant le statut du titulaire	22
Article 14 – Discrétion et confidentialité.....	22
Article 15 – Ethique et respect des principes de développement durable	22
Article 16 – Propriété intellectuelle	23
Article 17 – Résiliation du contrat	24
17.1- Conditions de résiliation de l’accord-cadre.....	24
17.2- Redressement ou liquidation judiciaire	25
Article 18 – Dispositions diverses.....	25
18.1- Langue	25
18.2- Droit	25
18.3- Notification.....	Erreur ! Signet non défini.
18.4- Règlement des litiges	25
Article 19 – Dérogations au CCAG-FCS	26

Article 1 - Objet et étendue de la consultation

1.1- Objet

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, la livraison et le contrôle d'armoires de commandes, ainsi que de matériels associés pour les écluses du petit gabarit.

La consultation se décompose en deux lots définis à l'article ci-après.

1.2 - Décomposition du contrat

Le présent accord-cadre est alloté techniquement en deux lots qui sont les suivants :

Lots	N° de l'accord-cadre	Désignation
1	2511I005A	Fourniture et livraison d'armoires de commandes, ainsi que de matériels associés pour les écluses du petit gabarit
2	2511I005B	Prestations de contrôle extérieur sur la fabrication des armoires de commande

Chaque lot constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande.

Il n'est pas prévu de décomposition en phases, ni en tranches.

Le présent cahier des clauses administratives particulières concerne uniquement le lot n° 1 de l'accord-cadre.

1.3- Mode de passation

La procédure de passation utilisée pour ce lot n° 1 est la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-3, R. 2124-3 et R. 2161-12 à R. 2161-20 du Code de la commande publique.

1.4- Attributaire

Le lot n° 1 de l'accord-cadre est conclu avec un (1) attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R. 2142-19 à R. 2142-27, R. 2151-7, L. 2341-7 et L. 2141-12 à L. 2141-14 du Code de la commande publique.

1.5 - Lieux d'exécution

Les lieux de livraison des différentes commandes seront déterminés par VNF lors de l'émission des bons de commande.

S'agissant de la livraison des armoires, celles-ci pourront être livrées :

- sur l'ensemble des départements ouverts par l'activité de VNF (cf. article 1.1.1 du CCTP)
- sur l'ensemble du territoire français dans les bâtiments d'une entreprise privée qui sera chargée de la pose de l'armoire dans le cadre d'un (de) marché(s) ultérieur(s).

S'agissant de la livraison des pièces détachées, celles-ci seront livrées uniquement sur l'ensemble des départements couverts par l'activité de VNF (cf. article 1.1.1 du CCTP).

S'agissant des études, celles-ci seront réalisées dans les locaux du titulaire et pourront nécessiter, le cas échéant, des déplacements sur le territoire.

Le personnel du titulaire pourra également être amené à se déplacer sur le territoire pour des interventions (mise en place, réglage, dépannage etc.) à réaliser sur les armoires de commande.

1.6- Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est passé à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum, en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations seront exécutées dans la limite du montant maximum de commande fixé pour la durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, soit 6 ans :

Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre
Sans minimum	23 040 000 € HT

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Des quantités estimatives sur la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises, sont précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif (DQE). Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Le DQE est à compléter par les candidats et servira à l'analyse du critère prix.

1.7- Prestations complémentaires

En cas d'éventuels achats complémentaires, le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux avenants dans les cas énumérés aux articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du Code de la commande publique.

1.8 - Clause de réexamen

Compte tenu de l'évolutivité importante des produits liés à l'objet du présent accord-cadre, ou en cas d'évolutions des standards de la DSIN, de nouveaux produits et services peuvent être ajoutés par voie d'avenant au bordereau de prix (et d'autres supprimés) sous la condition expresse que les nouveaux produits et services correspondent à l'objet de l'accord-cadre.

De même, lorsqu'un produit est devenu indisponible en raison de son obsolescence ou de la cessation de sa commercialisation, le titulaire peut proposer un produit de substitution. Les nouvelles références doivent être conformes à l'objet et aux prescriptions techniques de l'accord-cadre.

Article 2- Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) propre au lot n° 1 ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) et ses annexes propres au lot n° 1 ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021¹,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le mémoire technique du titulaire, reprenant les éléments exigés dans le règlement de la consultation ;
- Les bons de commande émis dans le cadre de l'exécution du marché ;
- Les éventuels actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, et plus

¹ [Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services - Légifrance](#)

généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

La notification se fait par recommandé électronique avec accusé de réception, via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

En cas d'avenant pris en cours d'exécution sur l'une des pièces suscitées, seule la version résultant des dernières modifications opérées sera prise en compte.

Article 3- Intervenants

3.1- Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est Voies navigables de France (VNF).

Les représentants du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du présent accord-cadre sont :

- d'une part, la directrice générale ou toute personne habilitée (siège) et les différentes directeurs/directrices territoriales,
- d'autre part, la Direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage (DIMOA).

Dans le cas où le bon de commande est passé par le siège ou une direction territoriale, la directrice de l'infrastructure, de l'eau et de l'environnement (DIEE), le directeur territorial ou la directrice territoriale concerné, ou toute personne désignée par celui-ci/celle-ci pour le/la remplacer, est chargé(e) de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre. Il est compétent pour passer les différents actes d'exécution. Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations, ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérifications et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

Dans le cas où le bon de commande est passé par la DIMOA, c'est le directeur de la DIMOA, ou toute personne désignée par celui-ci pour le remplacer, qui est chargé(e) de suivre l'exécution des prestations du présent accord-cadre dans les mêmes conditions suscitées.

La gestion de l'accord-cadre s'articulera entre les maîtres d'ouvrages locaux des opérations qui exprimeront leurs besoins détaillés auprès d'une équipe gestionnaire au sein de la DIMOA dont le rôle sera de coordonner les commandes et de fixer les conditions d'exécution. Les commandes seront notifiées par les maîtres d'ouvrages locaux.

L'accord-cadre est piloté par la DIMOA, et plus particulièrement par l'UO de Nancy.

3.2- Titulaire

Pour faciliter la bonne exécution du marché avec VNF, par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, le titulaire désigne, dans l'acte d'engagement, au sein de l'équipe dédiée au moins une personne habilitée à représenter le titulaire pour recevoir en main propre ou par voie électronique les actes d'exécution pour notification (décisions de prolongation, etc.), d'éventuels avenants ou autres.

Un chef de projet, responsable du bon accomplissement des missions et tâches, qui sera l'interlocuteur principal et privilégié pour la gestion opérationnelle des prestations. Il pourra être convoqué à toute réunion, et devra y être impérativement présent sous peine de pénalités. Il assurera un rôle transversal entre les différents intervenants du projet. Animateur de l'équipe, le chef de projet aura donc une fonction de généraliste et d'ensemblier. Il aura notamment pour compétence de savoir faire progresser les prestations de manière itérative et transversale.

Le titulaire indique par ailleurs, dans son mémoire technique, les profils et les qualifications requises des personnes affectées à la réalisation des prestations. L'équipe dédiée comprendra un chef de projet, ainsi que les techniciens susceptibles d'intervenir sur les armoires.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai par un avis de départ et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de 15 jours à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par les changements. Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si le pouvoir adjudicateur ne le récusé pas dans le délai de 15 jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récusé le remplaçant, le titulaire dispose de 15 jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai 15 jours, le titulaire s'expose à la résiliation du marché public à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation du marché dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ou de la non-acceptation du premier remplaçant proposé ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récusé le second remplaçant proposé.

3.3- Cotraitance

Le marché est conclu soit avec un opérateur économique unique, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R. 2142-19 à R. 2142-27 et R. 2151-7 du Code de la commande publique et 3.5 du CCAG-FCS.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

Pour rappel, lors de la procédure de consultation, et conformément à la réglementation applicable, la forme du groupement est laissée libre ; toutefois, en cas de groupement conjoint, la forme souhaitée par l'Établissement était un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché ne respectait pas cette exigence, il pouvait se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'Établissement tel qu'il est indiqué ci-dessus.

3.4 - Sous-traitance

La sous-traitance totale est interdite.

En application de l'article L. 2193-3 du Code de la commande publique, VNF souhaite pour ses besoins de standardisation que la fourniture des armoires ainsi que le câblage de celles-ci, tâches essentielles sur le présent marché, soient réalisées directement par le titulaire du marché.

Aucune sous-traitance ne sera donc possible sur ces deux prestations.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Si le candidat présente un sous-traitant dans son offre, celui-ci le sera au moyen d'une déclaration de sous-traitance joint au présent accord-cadre.

Article 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura la connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire VNF à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par VNF, au titre de l'article 1384 du code civil.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Article 6 - Insertion par l'activité économique

6.1 Le principe

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

Les publics éligibles

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois ;
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi ;
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé au titulaire de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, une procédure d'assistance est mise en place et est détaillée au sein de l'article 6.2 du présent CCAP.

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Volume d'heures de travail réservées

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution des lots de l'accord-cadre, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Le titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent Marché (y compris la période de reconduction) à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de cent-soixante-quinze (175) heures minimum par an.

Toutefois, si sur une même année le montant des prestations commandées sur la période du marché est inférieure à 1 000 000 € HT, aucune heure d'insertion ne sera exigée du titulaire.

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

Comptabilisation des heures

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire) ou en période de professionnalisation ;
- les congés payés, pris à l'occasion de ce marché ;
- les jours fériés, pris sur ce marché ;
- les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise) ;
- les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché ;
- les accidents de travail ;
- les congés exceptionnels (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

Modalités de réalisation

Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

- Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

- Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire,...

- Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci. Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

En cas de recours à la sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et VNF afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

La règle générale de calcul de la durée d'exécution

1 / La règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

2 / Les cas particuliers

Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion au cours de la deuxième année, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois supplémentaires à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée.

Globalisation

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et VNF. Elle peut être recevable par le facilitateur et VNF si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

6.2 L'accompagnement de l'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, VNF a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
200 rue de Roubaix 59200 Tourcoing
Contact : M. Hugo VANDAMME
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée (ici, la Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

- Durant la procédure avec négociation:
 - o D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion.
- Durant l'exécution du marché :
 - o De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion ;
 - o D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...) ;
 - o De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...) ;
 - o De suivre l'application de la clause pour VNF ;
 - o Faciliter les relations entre VNF, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

6.3 Modalités d'exécution et de contrôle

6.3.1 Dispositions générales

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion auxquelles le titulaire s'est soumis.

A cet effet, le facilitateur produira, à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 11.2 du présent CCAP.

Le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par VNF ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCAP.

6.3.2 Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer VNF et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, VNF peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au

chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai VNF et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recouru à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

6.3.3 Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, VNF applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

6.3.4 Règles liées au respect de la RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1^{er}) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

6.3.5 Respect des engagements et pénalités

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées. Celles-ci sont reprises au sein de l'article 11 du présent CCAP consacré aux pénalités.

6.4 - L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires

de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

Article 7 - Durée et délais d'exécution

7.1- Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

Il est tacitement reconductible deux (2) fois pour une période de deux (2) ans chacune, sauf décision de dénonciation expresse prise par le représentant du pouvoir adjudicateur au moins deux (2) mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

La durée totale de l'accord-cadre, reconductions comprises, ne peut excéder six (6) ans.

La date prévisionnelle de notification est fixée au premier trimestre 2026.

7.2- Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Des délais d'exécution à titre indicatif sont indiqués pour certaines prestations dans le CCTP, ces délais sont utilisés par VNF pour fixer le délai d'exécution de chaque bon de commande.

Pour chaque bon de commande, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Article 8 - Conditions et modalités d'exécution de l'accord-cadre

8.1- Réunion de lancement de l'accord-cadre

Afin d'assurer le cadrage du présent accord-cadre, une réunion de lancement sera déclenchée par bon de commande et organisée avec le titulaire après la notification de l'accord-cadre afin de préciser les modalités d'exécution décrites ci-après.

Cette réunion se tiendra soit en présentiel à l'adresse suivante : VNF-DIMOA-Nancy - 2 rue du Maréchal Victor à Nancy (54000), soit à distance en visio-conférence.

S'agissant du titulaire, celui-ci devra être représenté a minima par le chef de projet.

8.2- Réunion de suivi d'exécution des prestations

Afin de d'assurer la bonne exécution du présent accord-cadre, le pouvoir adjudicateur organisera chaque année une réunion de suivi avec le titulaire déclenché par bon de commande afin de faire le bilan annuel des prestations effectuées lors de l'année n-1.

Ces réunions se tiendront en visioconférence ou sur le périmètre d'une des 7 directions territoriales.

S'agissant du titulaire, celui-ci devra être représenté a minima par le chef de projet.

8.3- Emission des bons de commande et contenu des bons de commande

Les commandes sont effectuées ponctuellement, à la survenance du besoin par les Directions Territoriales (DT) ou la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA), ou éventuellement le siège (DIEE).

Le pilotage de l'accord-cadre est assuré quant à lui par l'UO de Nancy (DIMOA).

Le détail et le délai d'exécution des prestations figureront dans chaque bon de commande.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande peut se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre, dans le

cadre du délai d'exécution prévu aux bons de commande concernés, sans méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique.

Le montant de la commande est calculé par VNF selon les prix référencés dans le bordereau des prix unitaires.

Les bons de commande peuvent être adressés pendant les jours ouvrés, du lundi au vendredi, par courrier électronique avec un retour d'accusé de réception (PLACE ou autre). Le titulaire est tenu d'accuser réception du bon de commande sous 48h ouvrées par mail portant la date et l'heure de réception. Les délais courent à compter de la notification du bon de commande. La notification est la date mentionnée sur le récépissé de réception de la commande ou à défaut 48h après l'envoi de la commande. Le rapport de transmission automatique ou l'accusé de réception électronique de VNF fait foi en cas de contestation.

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande, pour émettre ses éventuelles observations.

Chaque bon de commande précise les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre ;
- l'identification précise du destinataire (adresse postale, téléphone, désignation du responsable de l'opération au sein de VNF) ;
- la désignation de la ou des prestations ;
- le détail estimatif des quantités commandées ;
- le délai d'exécution (date de début et de fin) ;
- le(s) lieu(x) de livraison ;
- le montant du bon de commande HT, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- toutes mentions et précisions utiles.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire. En cas de modification du bon de commande par le pouvoir adjudicateur, la date de rendu des livrables pourra être reportée par le pouvoir adjudicateur.

Le CCTP prévoit par ailleurs des spécificités en fonction de la commande. Par exemple, en cas de commande de plusieurs armoires, une fiche récapitulative par armoire sera annexée. Par ailleurs, toute commande de ce type sera accompagnée d'une fiche d'affectation d'armoire.

8.4- Exécution opérationnelle

L'établissement et le suivi des bons de commande, le contrôle de conformité des prestations et la réception des prestations sont du ressort des représentants des directions territoriales ou de la direction de l'ingénierie et de la maîtrise d'ouvrage, ou le cas échéant, du siège (DIEE).

Les paiements seront effectués par l'agent comptable assignataire concerné, dont les références sont indiquées dans l'acte d'engagement.

8.5- Constatation de l'exécution des prestations

8.5.1 Opérations de vérification

Conformément à l'article 27.3 du CCAG-FCS, pour certaines prestations nécessitant sa présence, le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le point de départ du délai pour les opérations de vérification est la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Par dérogation aux articles 28.2 et 30 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 1 mois pour procéder aux vérifications qualitatives et quantitatives des prestations.

Ces opérations de vérification ont pour objet de s'assurer que les prestations ont été exécutées selon les quantités prévues et qu'elles sont conformes aux modalités définies dans le CCTP, le mémoire technique du titulaire et le bon de commande ainsi que ses annexes.

8.5.2 Décisions après vérification

Les décisions après vérification répondent aux exigences de l'article 30 du CCAG-FCS sauf en ce qui concerne la dérogation expressément prévue ci-dessous.

Dans le cas d'une décision d'ajournement ou de rejet des prestations, par dérogation aux articles 30.2.1, 30.4.2 et 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit mettre au point ou exécuter à nouveau, à ses frais, les prestations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur dans la décision d'ajournement ou de rejet.

En complément à l'article 30 du CCAG-FCS, les notifications des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet pourront se faire par échange de courriels.

Article 9 - Prix

9.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont définies dans le CCTP et le bordereau des prix (BPU) sous forme de prix unitaires.

Les prestations seront réglées par l'application des prix du BPU du titulaire, aux quantités effectivement commandées et réalisées.

S'agissant de la livraison des pièces détachées, en cas d'atteinte du montant minimum de commande fixé à l'article 4.3 de l'acte d'engagement, les coûts de livraison seront offerts. Dans le cas où aucun prix n'est renseigné dans l'acte d'engagement, des frais de livraison s'appliqueront pour tout montant.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, la préparation des réunions, la rédaction des comptes rendus, les documents et livrables exigés (procès-verbal de contrôle, etc.) et les frais de reprographie, la cession à titre non exclusif, les frais afférents au conditionnement, à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix comprennent notamment les prix des prestations décrites dans le CCTP et autres prestations permettant d'atteindre les objectifs fixés (les frais de déplacement, de logement, de matériel mis à disposition pour la réalisation des prestations et tous les frais y afférents). Ils tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés dans l'exécution de la prestation.

Le titulaire, en tant que professionnel averti, doit tenir compte, dans l'établissement de son offre financière, des aléas et sujétions normalement prévisibles susceptibles d'être rencontrés en cours d'exécution. Les prix couvrent ainsi l'intégralité des prestations nécessaires pour mener les missions à bonne fin, dans les circonstances de complexité, de temps, de lieu et de délai des opérations que le titulaire est réputé connaître.

Les dépenses nécessaires à l'exécution des différentes réunions, lorsqu'elles sont commandées en présentiel, comprennent les frais de déplacement et tous les frais y afférents (restauration, préparation de la réunion et rédaction du compte-rendu par le titulaire).

Les prix du marché sont établis en euro hors T.V.A

9.2- Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables annuellement, à chaque date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Date d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base de conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (M0).

En cas d'introduction d'un nouveau prix par avenant, le « mois zéro » est le mois de signature de l'avenant par le titulaire.

Indice de référence

L'indice de référence est le BT47 ; il est publié sur le site de l'INSEE : [Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 | Insee](#).

Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Le calcul s'effectue avec le dernier indice connu. Une régularisation à la hausse, comme à la baisse, peut intervenir en fonction du calcul suivant.

Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante :

$$P_n = P(0) [0,15 + 0,85 (BT47(n) / BT47(0))]$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial établi sur la base des conditions économiques du mois zéro
- BT47(0) est la valeur de l'index de référence au mois zéro.
- BT47(n) est la valeur de l'index correspondant au mois de révision des prix, c'est-à-dire le mois de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre moins trois mois.

Le titulaire doit transmettre le bordereau des prix révisés ainsi que les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle du calcul au pouvoir adjudicateur. Cette transmission doit intervenir au plus tard au moment de la communication de la première facture concernée par les prix révisés. Dans le cas où le titulaire n'adresse pas le BPU dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur applique la révision des prix qu'il notifie au titulaire du marché public.

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en oeuvre de la formule de révision des prix, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Article 10 - Modalités de règlement des comptes

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- ✓ au titulaire,
- ✓ au mandataire et ses cotraitants.

10.1- Règlement des comptes des cotraitants

La signature du/des demande(s) de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans l'accord-cadre.

10.2- Règlement des comptes au titulaire

10.2.1 - Etablissement et adresse d'envoi des acomptes et demandes de paiement

- Les prestations concernées par le règlement partiel définitif

Les prestations dont le délai d'exécution est inférieur ou égal à 3 mois bénéficient d'un règlement partiel définitif.

Le versement du règlement est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, des prestations effectuées. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement du règlement après vérification.

- Les prestations concernées par les acomptes

En application de l'article R. 2191-21 du Code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à 3 mois bénéficient de versement d'acomptes. Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes. Le versement de l'acompte est subordonné à la vérification, par le pouvoir adjudicateur, de la prestation effectuée. La vérification est constatée par un document écrit établi par le pouvoir adjudicateur dans lequel il déclare accepter le versement de l'acompte après vérification.

10.2.1.1 Acompte

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur une demande d'acompte indiquant les prestations effectuées et le montant concerné.

Le projet d'acompte établi par le pouvoir adjudicateur sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la période considérée. Il indique les points suivants :

1. Le nom et l'adresse du titulaire,
2. Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon de commande ;
3. Les prestations effectuées par celui-ci pour la période considérée ;
4. Le cas échéant, montant HT en prix de base de l'avance ;
5. L'évaluation du montant HT, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
6. L'incidence de la TVA ;
7. L'incidence de la révision ;
8. Le moment venu, l'incidence du remboursement de l'avance ;
9. Les pénalités éventuelles pour retard ainsi que toute autre pénalité ;
10. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 4, 5, 6, 7 et 8 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires ;
11. Le récapitulatif des acomptes perçus ;
12. La désignation de l'organisme débiteur.

En outre, il indique :

- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

Le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire l'état d'acompte, c'est à dire la demande d'acompte assortie des corrections et compléments faits par le représentant du pouvoir adjudicateur en application de ce qui précède.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement (facture).

10.2.1.2 Demandes de paiement

Une facture devra être établie pour chaque bon de commande.

- Sur la base des montants d'acompte établis par VNF, la demande de paiement (facture) est établie par le titulaire, conformément aux stipulations de l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Outre les mentions prévues dans le CCAG-FCS, les demandes de paiement comprennent les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Les références (numéro et date de notification) de l'accord-cadre et les références du bon

de commande et les références de l'affaire.

- Le(s) demande(s) de paiement correspondant aux paiements pour solde et règlements partiels définitifs sont effectuées selon les stipulations de l'article 11.7 du CCAG-FCS.

Elles comportent :

- La récapitulation des acomptes perçus,
- Les prestations (non payées) indiquant au minimum le détail des prestations effectuées ainsi que leur prix établi en prix de base hors TVA,
- Les mêmes indications que les demandes de paiement d'acompte.

Conformément aux conditions des articles L. 2192-1 à L. 2192-4 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du Code de la commande publique les factures doivent être adressées sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>. Il est rappelé que l'utilisation du portail CHORUS PRO est exclusive de tout autre mode de transmission.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire de l'accord-cadre ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

Quel que soit le montant des prestations sous-traitées, le paiement sera effectué directement par VNF au sous-traitant sur présentation d'une facture agréée par le titulaire.

Le titulaire prévient immédiatement le représentant du pouvoir adjudicateur de tout changement de taux de TVA qui lui est applicable. VNF n'est pas responsable des conséquences d'une omission du titulaire à ce sujet.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

10.2.2 Modalités du règlement par virement des sommes à payer au titulaire

VNF se libérera des sommes dues au titre du présent accord-cadre selon les règles de la comptabilité publique sur le compte prévu dans l'IBAN-BIC remis par le titulaire.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, présentée après la validation des prestations demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les comptes assignataires du paiement sont référencés dans l'AE.

Article 11 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les différentes pénalités ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

- Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités s'appliquent après mise en demeure conformément à l'article 14.1.1 alinéas 2 et 3 du CCAG-FCS, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, le titulaire encourt, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours ouvrés de retard.

Le montant de la pénalité est plafonné à 20% de la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour retard dans la remise de livrables	Journalière	100 €	En cas de remise tardive des documents, supports ou livrables, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par type de document,

			support ou livrable et par jour calendaire de retard.
Pénalités pour absence aux réunions	Forfaitaire	300 €	En cas d'absence du titulaire dûment convoqué(s) à une réunion ou un comité, le titulaire encourt une pénalité de 300 €.
Pénalités relatives à l'insertion par l'activité économique	Forfaitaire	60 €	En cas de non-respect par le titulaire des obligations relatives à l'insertion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 60 € par heure d'insertion non réalisée et en cas d'absence ou de refus de transmission dans le délai imparti des renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion, une pénalité 50 € par jour ouvré de retard.
	Journalière	50 €	

Le montant de la pénalité est plafonné à 20% de la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Article 12 - Avance et clauses de financement et de sûreté

12.1- Conditions de versement et de remboursement de l'avance

Une avance telle que prévue aux articles R. 2191-3 à R. 2191-12, R. 2191-15, R. 2191-17 et R. 2191-19 du Code de la commande publique, pourra être accordée au titulaire s'il ne la refuse pas dans l'acte d'engagement.

En application de l'article R. 2191-16 du code de la commande publique, dans le cas d'un accord-cadre sans montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Sur la base de l'option A de l'article 11 du CCAG-FCS, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

En application de l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, ce taux est porté à 20 % pour les PME (titulaire ou sous-traitant admis au paiement direct).

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance à l'acte d'engagement.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

L'avance est accordée au titulaire sur la partie des montants financiers non sous-traités.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du Code de la commande publique.

12.2- Cautionnement

Le titulaire est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre de l'accord-cadre sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

12.3- Nantissement de l'accord-cadre

Le titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R. 2191-46 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Il est délivré, au gré du titulaire, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de l'accord-cadre, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de chaque bon de commande.

La personne habilitée à fournir des renseignements mentionnés à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique est la directrice générale de VNF.

12.4- Retenue de garantie

Sans objet.

Article 13 - Changements affectant le statut du titulaire

Durant la période de validité du marché public, le titulaire (ou le mandataire d'un groupement le cas échéant) est tenu de communiquer par écrit à VNF tout changement ayant une incidence sur le statut de la société ou des sociétés, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché public.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont VNF n'aurait pas eu connaissance.

Article 14 - Discretion et confidentialité

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent accord-cadre.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

Le personnel du titulaire et des sous-traitants éventuels est tenu au respect de la confidentialité sur l'ensemble des opérations qu'il réalise pour le compte de VNF. Il s'interdit tout usage personnel des données de base et fichiers sans l'autorisation expresse de VNF.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité. En cas de sous-traitance, il revient donc au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent accord-cadre.

Article 15 - Ethique et respect des principes de développement durable

Signataire de la charte de Développement durable des Etablissements Publics, VNF est particulièrement attaché au respect des principes du développement durable. La politique de développement durable de VNF vise à intégrer les meilleures pratiques sociales, environnementales

et sociétales dans l'ensemble de ses activités d'exploitation, de développement ou administratives. Plusieurs directions de VNF sont certifiées selon la norme ISO 14001, preuve de l'engagement de l'établissement pour intégrer les meilleures pratiques environnementales.

L'établissement souhaite également la plus grande vigilance du titulaire au regard des principes de responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise. Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000) ;
- Les principes de la Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000) ;
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement (ISO 14001), de sécurité du travail (OHSAS 18001) ou de qualité (ISO 9001).

Article 16 - Propriété intellectuelle

L'accord-cadre donne naissance à des droits de propriété intellectuelle.

Concernant l'utilisation des résultats et les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire, il est fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS (cession à titre non exclusif), avec les compléments précisés ci-dessous.

Les droits de propriété intellectuelle concernent l'utilisation de l'ensemble des résultats de l'accord-cadre, soit l'ensemble des livrables produits dans le cadre du présent accord-cadre.

Les résultats du présent accord-cadre sont, entre autres, l'ensemble des livrables suivants :

- Etudes de l'implantation du matériel électrique dans les différents types d'armoire
- Etude de l'implantation du matériel électrique sur un pupitre de commande
- Etudes électriques du matériel dédié à la protection contre la foudre
- Etude et fourniture du banc de test

Les modes d'exploitation des résultats présents et à venir sont notamment les suivants :

- Utilisation des résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché public
- Transmission des résultats à des titulaires de marchés publics de VNF devant intervenir sur le système d'information de VNF et/ou devant intervenir dans le cadre de l'exploitation et/ou de la maintenance des voies navigables
- Utilisation des résultats par des agents de VNF dans le cadre de leur fonction
- Utilisateur des résultats dans le cadre des futurs marchés publics ayant un objet similaire
- Transmission des résultats à des opérateurs économiques qui en font la demande dans le cadre d'une consultation relative à un projet de marché public de VNF et sous réserve de la signature par ces opérateurs économiques d'un accord de confidentialité
- Utilisation des livrables à des fins de formations internes à VNF, y compris de manière dématérialisée,
- Utilisation des résultats pour tout projet relatif au franchissement des voies navigables et de ses ouvrages de navigation

Le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre non exclusif, au pouvoir adjudicateur, et le cas échéant aux tiers désignés dans le bon de commande, l'intégralité des droits patrimoniaux afférents à ces résultats, permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement, soit le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre. Les résultats étant ou pouvant être publiés sur internet, les droits sont cédés pour le monde entier.

Ainsi, pour tous modes d'exploitation et sur tous supports actuels ou futurs, en ce compris sur les supports papiers, magnétiques, optiques, audio, vidéo, numériques, internet et intranet, sans que cette énumération soit limitative, les droits suivants sont cédés par le titulaire au pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure de la réalisation des résultats des prestations objet de l'étude.

Le pouvoir adjudicateur dispose, dans le cadre de l'utilisation des résultats, des droits de reproduction, de représentation et de distribution et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer,

d'intégrer, d'adapter, d'arranger, de corriger et de traduire les résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés.

Le pouvoir adjudicateur (et le cas échéant les tiers désignés dans le bon de commande) pourra(ont) faire usage des résultats même partiels et pour toute utilisation entrant dans son(leur) champ de compétence matérielle et territoriale pour une durée de 20 ans à compter de la date de livraison des résultats.

Le titulaire pourra diffuser les résultats de l'accord-cadre à des tiers, avec accord préalable et écrit du pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, il sollicitera obligatoirement le pouvoir adjudicateur par écrit en vue de lui présenter son projet d'utilisation détaillé et après présentation, le pouvoir adjudicateur, au regard de ses intérêts, donnera ou non son accord, éventuellement assorties de réserves. En cas de réserves, le titulaire devra amender son projet qui donnera lieu à nouvelle présentation du projet amendé et à une décision expresse d'acceptation ou de refus.

Si besoin, en complément de l'article 37.1.1 du CCAG-FCS, les résultats pourront également être utilisés pour d'autres besoins que ceux découlant de l'objet du présent marché.

S'agissant du banc de test, VNF souhaite acquérir la propriété de celui-ci.

Les documents confiés au titulaire restent la propriété de VNF. Le titulaire devra restituer à l'issue de l'accord-cadre l'ensemble des documents qui lui auront été communiqués par VNF et dont la liste aura été dressée par VNF.

Les prix de l'accord-cadre comprennent le prix de la cession à titre non exclusif des droits de propriété intellectuelle sur les résultats.

Article 17 - Résiliation du contrat

17.1- Conditions de résiliation de l'accord-cadre

17.1.1 - Résiliation pour faute du titulaire

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre pour faute sont définies à l'article 41 du CCAG-FCS.

Les articles L. 2195-1 à L. 2195-6 du Code de la commande publique sont applicables au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la décision de résilier l'accord-cadre peut être prise par le directeur général de VNF lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de quinze (15) jours, dans le cas mentionné à l'article 32.1 du CCAG-FCS en dehors des hypothèses où la mise en demeure n'est pas nécessaire. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

17.1.2- Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En application de l'article 45 du CCAG-FCS, VNF peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire.

17.1.3 - Résiliation unilatérale du fait de VNF

La directrice générale de VNF se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation. Le titulaire a cependant, droit à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

17.2- Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 18 - Assurances

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et co-traitants inclus) doit justifier, avant la notification de l'accord-cadre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de garantie.

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée de validité du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion des prestations, objet du marché.

Article 19 - Dispositions diverses

19.1- Langue

Les correspondances relatives au présent accord-cadre sont rédigées en langue française.

19.2- Droit

Le droit français est le droit applicable.

19.3- Règlement des litiges

En cas de litige entre les parties, la loi française est seule applicable et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes.

Le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel est situé le siège du pouvoir adjudicateur.

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014 Lille Cedex
Téléphone : +33 (0)3 59 54 23 42
Télécopie : +33 (0)3 59 54 24 45

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télé recours accessible par le site www.telerecours.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 20 - Dérogations au CCAG-FCS

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services (FCS)
- L'article 3.2 du CCAP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG - FCS
- L'article 8.3 du CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG - FCS
- L'article 8.5.1 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 30 du CCAG - FCS
- L'article 8.5.2 du CCAP déroge aux articles 30.2.1, 30.4.2 et 30.4.3 du CCAG - FCS
- L'article 11 du CCAP déroge aux articles 14.1 et 14.1.3 du CCAG - FCS
- L'article 17.1.3 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - FCS
- L'article 18 du CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG - FCS